

NOTES

Par Kambiz Zare

IRAN 2026 : INSTABILITÉ
STRUCTURELLE,
SÉQUENCE DE
TRANSITION ET
ARBITRAGES
EUROPÉENS

SPIRALES



IRAN 2026 : INSTABILITÉ STRUCTURELLE, SÉQUENCE DE TRANSITION ET ARBITRAGES EUROPÉENS



La disparition de Ali Khamenei intervient dans un contexte d'escalade régionale impliquant les Etats-Unis et Israël, ouvrant une phase d'incertitude stratégique pour l'Iran.

Depuis 1979, la République Islamique d'Iran a construit un modèle de stabilisation reposant sur la coercition interne et la projection régionale, notamment à travers le rôle central du Corps des Gardiens de la Révolution islamique (IRGC)

La succession du guide suprême pourrait fragiliser l'équilibre entre élites religieuses, appareil sécuritaire et intérêts économiques.

Trois trajectoires principales peuvent être envisagées : consolidation autoritaire, fragmentation interne ou transition politique contrôlée. Pour l'Union Européenne, les enjeux sont à la fois énergétiques, commerciaux et stratégiques, notamment en raison de l'importance du Détroit d'Ormuz pour les flux énergétiques mondiaux.

Cette séquence ouvre une fenêtre d'incertitude où la stabilisation immédiate et la transformation politique de l'Iran peuvent entrer en tension.



Introduction – Un moment de rupture systémique

La séquence ouverte par la disparition d'Ali Khamenei et l'intensification des frappes impliquant les États-Unis et Israël ne constitue pas un épisode militaire isolé mais un point de condensation d'un cycle d'instabilité engagé en 1979. L'erreur analytique consisterait à traiter l'événement comme une crise conjoncturelle. Il s'agit d'une reconfiguration potentielle d'équilibre régional.

Depuis l'instauration de la République islamique, le régime iranien a articulé consolidation interne et projection externe. La coercition domestique n'a jamais été dissociée d'une stratégie d'influence indirecte régionale. Les conflits par procuration, l'institutionnalisation d'un antagonisme stratégique structurant et la centralité du Corps des Gardiens de la révolution islamique dans l'économie politique du pays ont créé un modèle de stabilisation interne par externalisation conflictuelle.

La séquence actuelle met sous tension ce modèle. Elle interroge sa capacité de reproduction.



I. Le régime iranien comme producteur d'instabilité cumulative

Depuis 1979, la République islamique a gouverné selon une architecture duale : un appareil étatique formel et un appareil idéologico-militaire doté d'autonomie stratégique. Cette dualité a permis au régime de maintenir une cohérence idéologique tout en opérant dans des registres pragmatiques différenciés.

Trois caractéristiques structurent cette trajectoire.

Premièrement, la coercition interne comme principe de gouvernement. La répression des mobilisations successives — étudiantes, féminines, sociales — n'est pas accidentelle mais structurelle.

Elle constitue un mécanisme de reproduction politique.

Deuxièmement, l'exportation stratégique de la conflictualité. Le soutien à des milices, la projection indirecte en Irak, au Liban, en Syrie, au Yémen, ont permis de construire une profondeur stratégique asymétrique. Ce dispositif a offert au régime une capacité de nuisance dissuasive disproportionnée par rapport à son poids économique réel.

Troisièmement, l'intégration de l'anti-américanisme et de l'anti-Israélisme comme éléments constitutifs de légitimation interne. Cette construction identitaire a réduit la marge de désescalade structurelle.

Ces trois éléments ont produit une instabilité cumulative. La région n'est pas « complexe » par nature ; elle est structurée par des configurations de pouvoir qui ont privilégié la confrontation comme mode d'existence stratégique.



II. La séquence post-Khamenei : vulnérabilité et incertitude

La disparition du guide suprême introduit une incertitude institutionnelle inédite depuis 1979. La question centrale n'est pas celle d'une succession formelle mais celle de la capacité du système à maintenir sa cohésion interne.

Le régime repose sur un équilibre entre clergé, appareil sécuritaire et élites économiques liées aux Gardiens de la révolution. Toute modification de cet équilibre ouvre un espace de compétition intra-élite. L'histoire des régimes idéologico-militaires montre que ces moments de transition peuvent produire soit un resserrement autoritaire, soit une fragmentation accélérée.

Parallèlement, la mobilisation interne connaît une évolution qualitative. Les cycles protestataires récents ne se limitent plus à des revendications socio-économiques ; ils expriment une contestation du principe même de la théocratie politique. L'usage du symbole « Lion et Soleil » illustre une tentative de reconfiguration identitaire post-révolutionnaire.

Toutefois, cette convergence symbolique ne garantit ni cohésion organisationnelle ni leadership unifié.

L'incertitude se situe donc à l'intersection de trois variables : cohésion élitaine, mobilisation sociale et pression externe.



III. Les scénarios plausibles à moyen terme

Trois trajectoires dominantes peuvent être identifiées.

La première correspond à un durcissement autoritaire consolidé. Dans cette hypothèse, l'appareil sécuritaire absorbe la transition, neutralise les dissensions internes et intensifie la répression.

La projection régionale se maintient afin de signaler la continuité stratégique.

Ce scénario présente une probabilité non négligeable en raison de la centralité institutionnelle des Gardiens de la révolution. Il implique toutefois une hausse durable de la prime géopolitique, une augmentation des coûts assurantiels maritimes et une volatilité énergétique accrue.

La deuxième trajectoire est celle d'un effondrement désordonné.

Une fragmentation intra-

élite pourrait générer une compétition sécuritaire interne, ouvrant la voie à des dynamiques centrifuges. L'Iran étant un État multiethnique doté d'importantes infrastructures énergétiques, un tel scénario aurait des effets systémiques majeurs. Le risque de guerre civile ou de fragmentation territoriale ne peut être écarté, même s'il ne constitue pas l'issue la plus probable à court terme.

La troisième trajectoire serait celle d'une transition contrôlée. Elle supposerait une coordination entre segments de l'opposition interne, diaspora structurée et pression internationale calibrée.



Les conditions nécessaires incluent un leadership identifiable, une neutralisation partielle des forces sécuritaires et un cadre économique crédible post-transition. Ce scénario dépend largement de la cohérence des acteurs externes.

IV. L'Europe face à un arbitrage stratégique

L'Union européenne est exposée de manière indirecte mais substantielle. Environ un cinquième du pétrole mondial transite par le détroit d'Ormuz. Toute perturbation durable affecterait les prix énergétiques et l'inflation européenne. Par ailleurs, les routes maritimes reliant l'Europe à l'Asie passent par des zones potentiellement affectées par une escalade régionale.

Au-delà de la dimension énergétique, l'UE se trouve confrontée à un dilemme normatif. Sa diplomatie traditionnelle privilégie la désescalade et le multilatéralisme. Cependant, la répétition des crises liées à la projection iranienne pose la question de la soutenabilité d'une posture strictement transactionnelle.

Trois orientations sont envisageables.

Une prudence transactionnelle consisterait à maintenir des canaux diplomatiques ouverts en privilégiant la stabilisation immédiate. Cette approche réduit le risque d'escalade directe mais tend à reconduire l'équilibre conflictuel existant.



Une pression graduée impliquerait des sanctions ciblées, une coordination accrue avec les partenaires régionaux et un soutien discret à la société civile. Cette option envoie un signal politique plus affirmé tout en conservant une marge de manœuvre.

Un alignement stratégique assumé supposerait la préparation explicite d'un cadre post-transition, incluant incitations économiques et réintégration progressive dans les circuits commerciaux internationaux. Cette option maximise la capacité d'influence mais expose l'UE à des accusations d'ingérence et à des risques de représailles asymétriques.

V. Les tensions normatives

Toute décision européenne devra arbitrer entre stabilité immédiate et transformation structurelle.

Soutenir une transition démocratique peut accroître l'instabilité à court terme.

Préserver la stabilité actuelle peut consolider un modèle conflictuel durable.

La tension entre souveraineté et soutien externe demeure centrale. Une implication trop visible peut délégitimer les acteurs internes. Une abstention totale peut renforcer la perception d'abandon.

Enfin, la cohérence entre intérêts énergétiques, économiques et valeurs proclamées constitue un test de crédibilité stratégique.



Une fenêtre stratégique incertaine

La séquence ouverte en 2026 ne garantit ni effondrement ni transition. Elle marque cependant un moment où la reproduction automatique du modèle iranien apparaît moins assurée.

L'Europe peut choisir une posture adaptative minimale, ou considérer que la stabilisation durable du Moyen-Orient passe par une redéfinition des équilibres politiques iraniens. Le coût de l'anticipation doit être comparé au coût de la répétition cyclique des crises.

L'instabilité régionale n'est pas une fatalité culturelle ; elle est le produit de configurations de pouvoir. La question stratégique pour l'Union européenne n'est pas de savoir si elle peut transformer seule cet équilibre, mais si elle peut continuer à en subir les conséquences sans recalibrer sa posture.

Kambiz Zare
Professeur de business international
et de géostratégie à KEDGE Business

School et expert associé au Spirales Institute Think Tank.

